

SYNTHESE SUR LES EVENEMENTS AU TIBET ET DANS LE MONDE - 12

10 juin 2008

Les organisateurs de la réunion d'athlétisme de Berlin, première étape de la Golden League, ont annoncé leur soutien à plusieurs opérations en faveur de la défense des droits de l'Homme avant les Jeux olympiques de Pékin. "Nous souhaitons soutenir les sportifs et sportives qui souhaitent exprimer leur conscience politique durant les Jeux olympiques", a déclaré un porte-parole de l'organisation Gerhard Janetzky. Des exemplaires d'une lettre ouverte au président chinois Hu Jintao, cosignée par les associations Amnesty International, Sports For Peace et International Campaign For Tibet, ont notamment été placés dans la salle réservée aux athlètes dans leur hôtel. Ceux-ci peuvent ainsi apposer leur signature en bas de ce texte qui appelle le président chinois à résoudre de manière "pacifique" "la question du Tibet et les autres conflits" dans son pays; à "protéger les libertés d'expression, de religion et d'opinion", "y compris au Tibet"; "à garantir que les défenseurs des droits de l'Homme ne sont plus intimidés ou emprisonnés"; et à mettre fin à l'usage de la peine de mort. En outre, avant les épreuves, la double championne olympique de la longueur Heike Drechsler lira des extraits de la charte olympique et de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, précise Amnesty International dans un communiqué.

Reporters sans frontières appelle les autorités chinoises à appliquer au Tibet la politique de transparence dont bénéficie actuellement la presse étrangère dans les zones affectées par le terrible tremblement de terre du 12 mai 2008. Les forces de sécurité continuent à empêcher les journalistes étrangers de se rendre dans les régions tibétaines. « Les efforts accomplis par le gouvernement en faveur de la liberté des médias étrangers dans le Sichuan sont remarquables et sans précédent. Ils doivent être étendus aux régions tibétaines où la presse internationale est empêchée de se rendre librement depuis le 14 mars, date des émeutes à Lhassa. Le gouvernement cherche visiblement à empêcher les médias étrangers de confirmer les rares informations qui filtrent sur des arrestations de Tibétains et les campagnes de rééducation menées par les autorités depuis mars dernier », a affirmé Reporters sans frontières.

Trente Tibétains en exil au Népal ont été interpellés mardi 3 juin par la police devant la section consulaire de l'ambassade de Chine à Katmandou à l'occasion de la reprise de leurs manifestations contre la "répression" chinoise au Tibet. Ces protestations au Népal, lancées avec le mouvement au Tibet en mars, avaient été suspendues à la mi-mai en hommage aux victimes du séisme dans la province chinoise du Sichuan. "Nous avons cessé volontairement nos manifestations après le séisme en Chine, mais nous les avons reprises parce que la Chine ne montre aucun intérêt à résoudre la question tibétaine", a fustigé Nima Lama, une nonne âgée de 20 ans d'un monastère bouddhiste de Katmandou. La jeune femme et d'autres exilés tibétains scandaient "A bas la Chine" ou "Arrêtez les tueries au Tibet" avant d'être embarqués dans des fourgons de la police. "Les manifestants seront libérés dans la soirée", a indiqué un officier de la police, Ramesh Thapa.

La Chine a de nouveau invité des journalistes à Lhassa pour

couvrir la situation au Tibet. Mais cette deuxième vague de journaliste est constituée d'un groupe de reporters triés sur le volet venant de Taiwan, Hong-Kong et Macao ! Le groupe est arrivé à Lhassa pour une visite de trois jours "sans restriction" a ajouté un officiel. Durant la visite le groupe aura des contacts avec des officiels, des moines et des gens du peuple et ils pourront interviewer des commerçants qui ont subi des dommages pendant les manifestations a précisé l'agence officielle chinoise Xinhua.

Les Tibétains en exil vont marquer le 19^{ème} anniversaire du massacre de la place Tienanmen le 4 juin, en organisant une veillée à McLeod Ganj, avec la projection d'un documentaire "Tienanmen la porte de la paix céleste". Les organisateurs précisent "le 4 juin est en Chine ce que le 10 mars est au Tibet". 19 ans après les faits, les autorités chinoises gardent toujours emprisonnés 130 activistes relève un rapport de Human Rights Watch, l'association a appelé le gouvernement chinois à les libérer à l'occasion de cet anniversaire.

Le 6 juin, au moins 185 manifestants pro-tibétains ont été interpellés alors qu'ils se préparaient à protester devant un bâtiment de l'ambassade de Chine dans la capitale népalaise, a annoncé la police. Les manifestants, dont environ la moitié était des femmes, ont crié des slogans anti-chinois et brandi le drapeau du gouvernement tibétain en exil avant d'être poussés vers des fourgons de police, a précisé un responsable de la police, Homjung Chauhan

La police indienne a arrêté le 4 juin —et libéré le lendemain— 265 exilés tibétains qui participent depuis plusieurs semaines à une marche militante pour rejoindre Lhassa. Les faits se sont produits à Berinag, à moins de 200 kilomètres de la frontière avec la Chine. L'objectif avoué des organisateurs de la marche, le Mouvement de Soulèvement du Peuple Tibétain, est d'atteindre le Tibet avant la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Pékin, le 8 août prochain. Il ne s'agit pas du premier contre-temps rencontré par les participants. Déjà, le 24 mars, le Dalai-Lama en personne avait appelé à la suspension de la marche en raison des incidents survenus au Tibet. Les forces de l'ordre indiennes étaient également intervenues à de multiples reprises tout au long du parcours. L'Inde, qui accueille le gouvernement tibétain en exil, ne veut pas trop froisser son puissant voisin chinois, avec lequel elle entretient d'importantes relations commerciales.

La police grecque a interpellé le 6 juin à Athènes huit militants tibétains protestant pour la deuxième journée consécutive devant le siège d'une conférence du Comité international olympique (CIO). Les manifestants, membres des Etudiants pour un Tibet libre, réclament que le CIO annule l'étape du relais olympique au Tibet ou contraigne les autorités chinoises à autoriser les médias étrangers à la couvrir.

Les journalistes étrangers qui couvriront les Jeux olympiques de Pékin en août devront prendre garde à ne pas faire courir de risques à leurs assistants et leurs sources lorsqu'ils traiteront de sujets sensibles, a prévenu jeudi le Comité de protection des journalistes (CPJ) dans un rapport. Le CPJ a également exhorté le Comité international olympique à presser la Chine d'honorer sa promesse de garantir la liberté aux quelque 21.500 journalistes étrangers qui seront à Pékin pendant les Jeux, du 8 au 24 août, rappelant que les

autorités avaient occulté cet engagement, pris en 2001, pendant les émeutes au Tibet. "L'expérience passée a montré que la Chine tend à abuser des reprises en main musclées lorsqu'il s'agit de contrôler les médias et de défendre l'image d'une nation unie", a dit l'organisation américaine de lutte pour la liberté de la presse dans un rapport. Le CPJ craint que les représailles ne soient lancées après les Jeux olympiques, lorsque le monde aura détourné son attention de la Chine.

Alors que les dirigeants chinois actuels répètent à l'envi qu'il ne faut pas mélanger sport et politique, le relais de la torche suit clairement une route du «tourisme rouge». Il passe par une douzaine de lieux rendus célèbres par Mao et ses compagnons de révolution, ainsi que par les villages d'un certain nombre de personnalités de la République Populaire, fondée en 1949: celui du père de l'ouverture économique, Deng Xiaoping, de l'ancien président, Jiang Zemin, ou de l'actuel, Hu Jintao. «Le gouvernement dit que les Jeux ne sont pas politiques, mais les Chinois savent que tout, en Chine, est politique», a commenté Joseph Cheng, analyste politique à la City University de Hong Kong.

Les autorités chinoises ont arrêté le mois dernier 16 personnes, principalement des moines bouddhistes, soupçonnées d'être à l'origine de trois explosions dans la province du Tibet, a rapporté l'agence Chine nouvelle sur son site Internet. L'agence officielle ne communique pas la raison du délai entre les arrestations et cette annonce, qui intervient près de trois mois après les violentes émeutes qui ont ensanglanté le Tibet et les régions chinoises voisines peuplées de Tibétains. De plus la police de Lhassa a été placée en alerte, au premier jour d'une fête religieuse bouddhiste attirant de nombreux pèlerins tibétains. Un porte-parole dans la capitale du Tibet avait indiqué que la mobilisation était due au festival bouddhiste et à "des menaces proférées récemment par des Tibétains séparatistes", niant tout lien avec l'arrivée de la flamme olympique, le 19 juin dans la capitale provinciale.

Les entretiens officiels prévus le 11 juin entre des émissaires du Dalaï Lama et des représentants chinois ont été reportés en raison du séisme en Chine en mai, a annoncé un conseiller du chef spirituel des Tibétains en exil. Le gouvernement tibétain en exil avait annoncé le 8 mai la reprise de ses négociations officielles avec la Chine après une entrevue "informelle" sino-tibétaine début mai dans le sud de la Chine, la première entre les deux parties en près d'un an.

Source . La Porte du Tibet—Chritelle



Népal, arrestation d'un Tibétain lors d'une manifestation